

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205001]

31 AOUT 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels pour personnes handicapées et fixant les tarifs par prise en charge pour l'année 2017

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2017;

Vu le rapport du 30 mars 2017 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 61.716/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 12 mai 2017;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 1250 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1250. Pour 2017, le coefficient d'adaptation visé à l'article 1255, § 1^{er}, 2°, est fixé à cent-un pour cent. »

Art. 3. Dans le même Code, l'annexe 100, remplacée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 décembre 2015 et 14 juillet 2016, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 5. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe

« **Annexe 100 - Montant des subventions**

§ 1^{er} Liste des subsides par prise en charge

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	44.478,08 EUR	43.574,34 EUR	43.118,00 EUR	38.581,44 EUR
B	46.756,32 EUR	45.803,37 EUR	45.329,13 EUR	40.573,34 EUR
C	56.880,35 EUR	55.632,13 EUR	55.010,25 EUR	48.778,06 EUR
Article 1261	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	20.229,97 EUR
B	20.894,88 EUR
C et Article 1261	21.647,71 EUR
D	29.533,18 EUR

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.647,01 EUR
---------	---------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	42.757,08 EUR	41.853,35 EUR	41.397,01 EUR	36.860,44 EUR
B	45.035,32 EUR	44.082,37 EUR	43.608,14 EUR	38.852,35 EUR
C	55.159,36 EUR	53.911,13 EUR	53.289,26 EUR	47.057,07 EUR

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	18.508,98 EUR
B	19.173,88 EUR
C	19.926,71 EUR
D	27.812,18 EUR

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.647,01 EUR
---------	---------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	41.861,48 EUR	41.026,11 EUR	40.604,30 EUR	36.410,93 EUR
B	43.968,85 EUR	43.088,00 EUR	42.649,64 EUR	38.253,63 EUR
C	53.411,61 EUR	52.257,81 EUR	51.682,98 EUR	45.922,27 EUR

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	19.413,11 EUR
B	20.027,56 EUR
C	20.723,27 EUR
D	28.010,41 EUR

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.746,77 EUR
---------	---------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	40.180,56 EUR	39.345,19 EUR	38.923,37 EUR	34.730,00 EUR
B	42.287,93 EUR	41.407,07 EUR	40.968,71 EUR	36.572,70 EUR
C	51.730,69 EUR	50.576,89 EUR	50.002,06 EUR	44.241,34 EUR

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	17.732,18 EUR
B	18.346,64 EUR
C	19.042,34 EUR
D	26.329,48 EUR

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.746,77 EUR
---------	---------------

§ 2 Les subventions par prise en charge qui figurent au paragraphe 1^{er} de la présente annexe ont été calculées par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

3.242,43 EUR en service résidentiel <= 60 prises en charge

3.225,41 EUR en service résidentiel > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

8.618,50 EUR en service résidentiel <= 60 prises en charge

6.914,53 EUR en service résidentiel > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

27.890,27 EUR pour le personnel administratif

34.640,86 EUR pour les comptables

26.159,57 EUR pour les ouvriers

36.497,02 EUR pour les assistants sociaux

42.829,70 EUR pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est <= à 60

52.113,66 EUR pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 % en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

8.436,66 EUR en service résidentiel <= 60 prises en charge

6.772,76 EUR en service résidentiel > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

27.415,93 EUR pour le personnel administratif

33.752,93 EUR pour les comptables

25.589,03 EUR pour les ouvriers

36.102,32 EUR pour les assistants sociaux

41.494,65 EUR pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est <= à 60

50.828,23 EUR pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 % en service résidentiel.

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

38.237,63 EUR pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

36.142,18 EUR pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.

27.222,98 EUR pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

40.828,63 EUR pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36 % en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

37.842,33 EUR pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

35.172,56 EUR pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.

26.776,62 EUR pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

39.855,37 EUR pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09 % en service résidentiel

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

100 % en service résidentiel de nuit pour adultes

82 % en service résidentiel pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de "catégorie I" et de la "catégorie II" prévue par les coefficients du point a) de l'annexe 110 est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année de référence soit :

78,64 % EDUC.I/21,36 % EDUC. II en service résidentiel pour adultes

81,39 % EDUC.I/18,61 % EDUC. II en service résidentiel de nuit pour adultes

b) pour les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

423,21 EUR

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point c) de l'annexe 110 sont multipliés par les barème suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

36.497,02 euros pour les institutions privées

36.102,32 euros pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89 % pour les institutions privées

47,62 % pour les institutions publiques ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2017 modifiant certaines dispositions du Titre XI du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels pour personnes handicapées et fixant les tarifs par prise en charge pour l'année 2017.

Namur, le 31 août 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205001]

31 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van Titel XI van Boek V, Deel II, van het Waals regelgevend Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot bepaling van de tarieven per tenlasteneming voor 2017

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2017;

Gelet op het rapport van 30 maart 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 61.716/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la personne handicapée" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 12 mei 2017;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1250, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 1250. Voor 2017, wordt de in artikel 1255, § 1, 2^o, bedoelde aanpassingscoëfficiënt vastgelegd op honderdeneen percent. »

Art. 3. In hetzelfde Wetboek, wordt bijlage 100, vervangen bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 december 2015 en 14 juli 2016, vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

Art. 5. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

Bijlage

« Bijlage 100 - Bedrag van de subsidies

§ 1 Lijst van de subsidies per tenlasteneming

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB ≤ 60

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	44.478,08 EUR	43.574,34 EUR	43.118,00 EUR	38.581,44 EUR
B	46.756,32 EUR	45.803,37 EUR	45.329,13 EUR	40.573,34 EUR
C	56.880,35 EUR	55.632,13 EUR	55.010,25 EUR	48.778,06 EUR
Artikel 1261	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR	56.880,35 EUR

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	20.229,97 EUR
B	20.894,88 EUR
C en Artikel 1261	21.647,71 EUR
D	29.533,18 EUR

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.647,01 EUR
-------------	---------------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > zestig

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	42.757,08 EUR	41.853,35 EUR	41.397,01 EUR	36.860,44 EUR
B	45.035,32 EUR	44.082,37 EUR	43.608,14 EUR	38.852,35 EUR
C	55.159,36 EUR	53.911,13 EUR	53.289,26 EUR	47.057,07 EUR

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	18.508,98 EUR
B	19.173,88 EUR
C	19.926,71 EUR
D	27.812,18 EUR

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.647,01 EUR
-------------	---------------

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB ≤ 60

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	41.861,48 EUR	41.026,11 EUR	40.604,30 EUR	36.410,93 EUR
B	43.968,85 EUR	43.088,00 EUR	42.649,64 EUR	38.253,63 EUR
C	53.411,61 EUR	52.257,81 EUR	51.682,98 EUR	45.922,27 EUR

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.413,11 EUR
B	20.027,56 EUR
C	20.723,27 EUR
D	28.010,41 EUR

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.746,77 EUR
-------------	---------------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > zestig

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	40.180,56 EUR	39.345,19 EUR	38.923,37 EUR	34.730,00 EUR
B	42.287,93 EUR	41.407,07 EUR	40.968,71 EUR	36.572,70 EUR
C	51.730,69 EUR	50.576,89 EUR	50.002,06 EUR	44.241,34 EUR

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.732,18 EUR
B	18.346,64 EUR
C	19.042,34 EUR
D	26.329,48 EUR

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.746,77 EUR
-------------	---------------

§ 2. De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door optelling van de volgende bedragen :

a) Voor de andere diensten dan de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten):

3.242,43 EUR in residentiële diensten < = 60 tenlastenemingen

3.225,41 EUR in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel) :

Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

8.618,50 EUR in residentiële diensten < = 60 tenlastenemingen

6.914,53 EUR in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

27.890,27 EUR voor het administratieve personeel :

34.640,86 EUR voor de boekhouders

26.159,57 EUR voor de arbeiders

36.497,02 EUR voor de maatschappelijke assistenten

42.829,70 EUR voor de directeurs in de diensten waarvan de GB < = 60 is

52.113,66 EUR voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

8.436,66 EUR in residentiële diensten < = 60 tenlastenemingen

6.772,76 EUR in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

27.415,93 EUR voor het administratieve personeel :

33.752,93 EUR voor de boekhouders

25.589,03 EUR voor de arbeiders

36.102,32 EUR voor de maatschappelijke assistenten

41.494,65 EUR voor de directeurs in de diensten waarvan de GB < = 60 is

50.828,23 EUR voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten.

Bedrag nr. 3 (een gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel) :

Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

38.237,63 EUR voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

36.142,18 EUR voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders

27.222,98 EUR voor de opvoeders CI EB, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

40.828,63 EUR voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

59,36 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

37.842,33 EUR voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

35.172,56 EUR voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders

26.776,62 EUR voor de opvoeders CI EB, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

39.855,37 EUR voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

51,09 % in residentiële diensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

100 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

82 % in residentiële diensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van "categorie I" en "categorie II" waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt a) van bijlage 110 jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap :

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgelegde gemiddelde per instellingscategorie :

78,64 % EDUC.I/21,36 % EDUC. II in residentiële diensten voor volwassenen

81,39 % EDUC.I/18,61 % EDUC. II in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

b) Voor de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten) :

423,21 EUR

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

de in punt c) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

36.497,02 euro voor privé-instellingen

36.102,32 euro voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,89 % voor privé-instellingen

47,62 % voor openbare instellingen. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van Titel XI van Boek V, Deel II, van het Waals regelgevend Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot bepaling van de tarieven per tenlasteneming voor 2017.

Namen, 31 augustus 2017.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI